

péninsule de Kola. De plus, il fit valoir que les problèmes qui se posaient dans l'Arctique sur le plan militaire, surtout pour ce qui était du déploiement d'armes nucléaires, avaient des répercussions d'ordre mondial et non régional, et qu'ils devraient faire l'objet de négociations dans des instances Est-Ouest existantes.

Malgré le peu d'enthousiasme soulevé par l'initiative de Mourmansk, les dirigeants soviétiques profitèrent d'une réunion bilatérale qui se déroulait à Ottawa en octobre 1989, quelques semaines avant la visite que le premier ministre devait faire en URSS, pour renouveler leur appel à une limitation des armements dans l'Arctique. Le principal résultat obtenu par M. Mulroney à Moscou en novembre 1989 fut la signature d'un accord canado-soviétique sur la coopération dans l'Arctique et dans le Nord. Cet accord vise à faciliter la coopération et les échanges bilatéraux dans les domaines scientifiques, économiques, sociaux et culturels. Dans un discours prononcé à Leningrad, M. Mulroney proposa de créer un Conseil de l'Arctique, organisme politique qui regrouperait les huit nations circumpolaires, en vue de coordonner et de promouvoir la coopération entre elles.

En 1990, on prit de nouvelles dispositions pour élargir les consultations circumpolaires. Fin août 1990 eut lieu, à Resolute Bay (Territoires du Nord-Ouest), la rencontre constituante de l'*International Arctic Science Committee* (IASC), qui aura pour mandat de favoriser la coopération scientifique dans tout l'Arctique. L'IASC est une organisation non gouvernementale qui réunit des savants des pays suivants : Canada, États-Unis, Russie, Suède, Norvège, Finlande, Danemark et Islande.

En novembre 1990, s'agissant des aspects de la politique arctique du Canada sans rapport avec la sécurité, M. Joe Clark annonçait à une conférence qui se déroulait à Ottawa que le Canada proposerait officiellement aux États circumpolaires, lorsqu'ils se réuniraient à Rovaniemi (Finlande) en juin 1991, de créer un Conseil de l'Arctique. Le Canada, ajouta-t-il, serait disposé à fournir le secrétariat d'un tel organisme. La rencontre de Rovaniemi se conclut par la publication d'un communiqué ministériel sur la protection de l'environnement signé par les huit États participants. À propos du Conseil de l'Arctique, M. Tom Siddon, ministre des Affaires indiennes et du Nord, déclara par la suite :

Réussir à mettre sur pied un Conseil de l'Arctique permanent qui réunisse un groupe de pays aux intérêts géographiques, économiques et stratégiques extrêmement différents ne sera pas chose aisée, mais nous pensons que le jeu en vaut la chandelle.